

One market – one Europe

Joint statement on the occasion of the 25th anniversary of the European Single Market

by Antonio Tajani, President of the European Parliament, Jean-Claude Juncker, President of the European Commission, and Boyko Borissov, holder of the rotating Council Presidency and Prime Minister of Bulgaria

Twenty-five years ago, our Single Market was created, and across the European Union many barriers were lifted. People embraced new freedoms and opportunities, and today Europeans travel freely, study, work, live and fall in love across borders.

European citizens can buy what they want, where they want, and benefit from greater choice and lower prices. European businesses – large and small – can expand their customer base and exchange products and services more easily across the EU.

Over the past 25 years, the integration of our economies throughout the Single Market has generated millions of jobs, and made the EU the world's largest economy. The Single Market is the jewel in the crown of our integration and this domestic market of 500 million people is the foundation for Europe's strength, at home and abroad.

The Single Market provides Europe's citizens with the freedoms and opportunities that were only a dream for our parents and grandparents, and our social market economy benefits us all. There are no second-class Europeans in our Single Market and so there is no room for second-class products or for second-class workers; meaning, the same pay for the same work in the same place, the same quality of food and the same safety of toys and other products.

Over the past 25 years, we have come a long way. We can now roam like at home, enjoy cheaper energy bills, and see our consumer rights protected, regardless of where in Europe we make purchases. And still, we continue to improve the functioning of our Single Market on a daily basis, from tackling unauthorised geo-blocking to giving consumers greater choice for their retirement savings or making public procurement contracts more accessible.

The European Single Market is 25 years young. A generation of Europeans has grown up with it and benefitted from it. We will keep making it stronger so that the next generation will benefit even more.

Daily News 20 / 03 / 2018

Le Président Juncker participe au sommet social tripartite

Demain, le Président Juncker participera au sommet social tripartite à Bruxelles. Il sera accompagné du Vice-Président en charge de l'Euro et du Dialogue Social, Valdis **Dombrovskis**, et de la Commissaire en charge de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs, Marianne **Thyssen**. Le sommet social tripartite est une opportunité biannuelle d'échanges entre les représentants des organisations européennes d'employés et d'employeurs, la Commission européenne, le Conseil européen, les chefs d'états ou de gouvernements de l'UE et les ministres de l'Emploi et Affaires Sociales des pays détenant l'actuelle et la prochaine présidence du Conseil des Présidents de l'UE. Cette édition est intitulée "réalisation des objectifs du socle européen des droits sociaux", un sujet qui fera aussi l'objet de discussions au Conseil européen du 22 et 23 mars. Lors du sommet tripartite social, les participants débattront sur la manière de renforcer l'innovation, la création d'emplois et l'équité sociale dans le cadre financier pluriannuel, les défis pour l'emploi et le dialogue social dans le cadre des nouvelles formules de travail et enfin la convergence économique et sociale pour renforcer la croissance. Une conférence de presse aura lieu vers 17h15 et pourra être suivie [ici](#). Plus d'informations sur le sommet et sur le Socle Européen des Droits Sociaux peuvent être trouvées [en ligne](#). Une déclaration conjointe sera disponible [ici](#). (Pour plus d'informations: Christian Wigand – Tél.: +32 229 62253; Mélanie Voin – Tél.: +32 229 58659)

WiFi4EU: la Commission ouvre la phase d'inscription pour le financement par l'UE des points d'accès à internet sans fil gratuit dans les espaces publics

Aujourd'hui, la Commission européenne a lancé le portail Web WiFi4EU. À l'heure actuelle, les municipalités de toute l'Europe sont invitées à enregistrer leurs données avant le premier appel à projets à la mi-mai, afin de bénéficier du financement de l'UE pour construire des points d'accès WiFi gratuit. Le programme WiFi4EU offre des bons d'une valeur de 15 000 euros aux municipalités pour la mise en place de points d'accès WiFi gratuits dans les espaces publics, notamment les bibliothèques, les musées, les parcs publics et les places publiques. Comme l'a déclaré le Président Jean-Claude **Juncker**, l'initiative WiFi4EU vise à connecter "chaque village européen et chaque ville avec un accès gratuit à internet sans fil autour des principaux centres de la vie publique d'ici à 2020". Les municipalités peuvent utiliser les bons WiFi4EU pour acheter et installer des équipements Wi-Fi (points d'accès sans fil) dans les centres de leur vie publique locale. Les coûts de maintenance du réseau seront couverts par la municipalité. Les réseaux financés par WiFi4EU seront gratuits, sans publicité et sans collecte de données

personnelles. Le financement ne sera accordé qu'aux réseaux qui ne dupliquent pas les offres publiques ou privées gratuites d'une qualité similaire dans le même espace public. Vous pouvez trouver plus d'informations dans un [communiqué de presse](#), [Q&A](#) et une [fiche d'information](#). La procédure pour faire une demande de bon est également expliquée dans une [vidéo](#) ainsi qu'une [présentation](#) étape par étape. (Pour plus d'information: Nathalie Vandystadt – Tel.: +32 229 56172; Inga Höglund Tel.: +32 229 55040; Julia-Henriette Bräuer – Tel.: +32 229 80707)

Le Plan Juncker atteint 274 milliards d'euros d'investissements mobilisés

Le Plan Juncker devrait désormais générer 274 milliards d'euros d'investissements dans l'UE et bénéficier à 600 000 PME. Cela représente environ 87% de l'objectif initial de mobiliser 315 milliards d'euros d'ici à l'été 2018. Ces nouveaux chiffres font suite aux dernières transactions du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) qui doivent être approuvées par le Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement (BEI). Grâce à la garantie du budget de l'UE dans le cadre du Plan Juncker, le groupe BEI a approuvé un financement de 55 milliards d'euros pour des projets et des PME dans les 28 États membres qui mobiliseront les 274 milliards d'euros d'investissements. Concrètement, 374 projets d'infrastructure et d'innovation – représentant un financement de 41,3 milliards d'euros – ont été approuvés dans le cadre de le FEIS. En outre, 389 conventions de financement – d'un montant de 13,7 milliards d'euros – ont été approuvées pour les petites entreprises (PME). Actuellement, les cinq premiers pays classés en fonction de l'investissement FEIS déclenché, par rapport au PIB, sont la Grèce, l'Estonie, la Bulgarie, le Portugal et l'Espagne. (Pour plus d'information: Christian Spahr – Tel.: +32 229 56153; Siobhán Millbright – Tel.: +32 229 57361)

Le marché unique a 25 ans: les Présidents du Parlement européen, de la Commission et de la présidence tournante du Conseil saluent ses avancées fondamentales au bénéfice de tous les Européens

“Un marché, une Europe”: le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et le titulaire de la présidence tournante du Conseil et Premier ministre de la Bulgarie, Boyko Borissov, ont publié aujourd'hui une déclaration conjointe pour saluer les 25 ans du marché unique de l'Union européenne. *“Le marché unique offre aux citoyens européens des libertés et des opportunités dont nos parents et grands-parents pouvaient seulement rêver et notre économie sociale de marché profite à chacun d'entre nous”*, ont-ils déclaré, ajoutant: *“Au cours des 25 dernières années, nous avons fait des avancées majeures. Nous n'avons plus à payer des frais d'itinérance pour nos téléphones mobiles, nos factures d'énergie sont moins chères, nos droits de consommateurs mieux protégés, et ce où que nous fassions nos achats en Europe. Et nous continuons à améliorer, jour après jour, le fonctionnement de notre marché unique, en mettant fin au géo-blocage non-autorisé, en donnant aux consommateurs plus de*

choix quand il s'agit de leurs placements de retraite ou en améliorant l'accès aux contrats de marchés publics". Vous pouvez retrouver l'intégralité de la déclaration conjointe [ici](#) (Pour plus d'informations: Lucía Caudet – Tél.: +32 229 56182; Maud Noyon – Tél.: +32 229-80379; Victoria von Hammerstein – Tél.: +32 229 55040)

La Commission démontre comment la science et l'innovation peuvent bénéficier au patrimoine culturel européen

Dans le cadre de [l'Année européenne du patrimoine culturel 2018](#), la Commission européenne organise aujourd'hui [une conférence de haut niveau Horizon 2020](#) sur l'innovation et le patrimoine culturel afin de présenter certaines des innovations les plus prometteuses pour préserver et valoriser le patrimoine culturel européen pour les générations futures. Le commissaire chargé de la Culture, la Jeunesse et du Sport, Tibor **Navracsics** a déclaré: *"Nous devons préserver notre patrimoine culturel pour les générations futures. La recherche et l'innovation sont nos grands alliés – ils offrent des solutions avancées et des technologies pour y parvenir. Nous profitons de l'occasion de l'Année européenne du patrimoine culturel pour mettre en évidence les projets à long terme capables de protéger et de promouvoir le patrimoine."* Le commissaire **Moedas**, chargé de la recherche, des sciences et de l'innovation a ajouté : *"Le patrimoine culturel est une source d'innovation illimitée où les traditions rencontrent des technologies de pointe. Notre ambition est de faire de l'Europe le leader mondial de l'innovation patrimoniale avec le soutien d'Horizon 2020, le programme européen de financement de la recherche et de l'innovation."* La commissaire **Gabriel**, chargée de l'économie et de la société numériques, a conclu: *"Les innovations technologiques et numériques ont un potentiel unique car elles facilitent l'accès à notre patrimoine d'une manière qui n'a jamais été atteinte dans notre histoire. Par exemple la plateforme Europeana n'est pas juste un trésor numérique qui préserve notre patrimoine culturel mais un canal et une porte ouverte sur notre passé, présent et futur."* Vous pouvez trouver un communiqué de presse [en ligne](#). (Pour plus d'information: Nathalie Vandystadt – Tel. +32 229 67083; Joseph Waldstein – Tel. +32 229 56184)

Le commissaire Navracsics se félicite de la participation de l'Arménie au programme Europe créative

Le commissaire chargé de la Culture, la Jeunesse et du Sport, Tibor **Navracsics**, et le ministre de la Culture de la République d'Arménie, Armen Amiryan, signeront aujourd'hui un accord sur la participation de l'Arménie au programme [Europe Créative](#) lors d'une cérémonie à Bruxelles. A cette occasion, le commissaire **Navracsics** a déclaré : *"Je me félicite de cette nouvelle occasion de renforcer la coopération UE-Arménie par le biais de la culture. La signature de cet accord est l'un des résultats concrets de la stratégie de l'UE en matière de relations culturelles internationales. Il représente une avancée majeure dans le renforcement du partenariat oriental puisque l'Arménie est le quatrième pays de ce partenariat, après la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, à rejoindre l'Europe créative. Je suis très heureux de construire des ponts au cours de notre Année européenne du patrimoine culturel, qui est une excellente occasion de mieux faire connaître notre patrimoine culturel commun à travers le continent."* L'accord devra à présent

être ratifié par le Parlement arménien avant que les candidats arméniens puissent participer aux appels à propositions 2018 du programme Europe Créative. Europe Créative est le programme de la Commission européenne qui soutient la diversité culturelle et la compétitivité des secteurs culturels et créatifs européens et prévoit la participation des pays couverts par [la politique européenne de voisinage](#). L'Arménie rejoint le [sous-programme Culture](#) et le [volet intersectoriel](#) d'Europe Créative. L'accord constitue une étape importante dans le cadre de [l'accord de partenariat global et renforcé UE-Arménie](#) signé en novembre 2017. Avant la cérémonie de signature, le commissaire **Navracsics** tiendra une réunion bilatérale avec le ministre Amiryán. *(Pour plus d'information: Nathalie Vandystadt – Tel.: +32 229 67083; Joseph Waldstein – Tel.: +32 229 56184)*

L'Union européenne lance une large coalition internationale pour approvisionner 2 millions de personnes en eau potable à Gaza

L'UE a accueilli aujourd'hui à Bruxelles la Conférence des donateurs pour le [projet de station centrale de désalinisation de Gaza et les travaux qui y sont associés](#). La Conférence, co-présidée par l'UE et l'Autorité palestinienne, a mobilisé un soutien financier d'un montant de 456 millions d'euros en faveur du plus important projet d'infrastructure dans la bande de Gaza. L'objectif du projet est de fournir un minimum de 55 millions de mètres-cube d'eau potable par an aux personnes en besoin urgent d'approvisionnement en eau. Le commissaire à la Politique Européenne de Voisinage et aux négociations d'élargissement, Johannes **Hahn**, a déclaré: *“Ce projet répond aux besoins les plus urgents à Gaza en fournissant de l'eau potable tout en contribuant à la croissance économique, à la soutenabilité environnementale et à la stabilité. Je suis fier que l'UE se soit engagée à hauteur de 70 millions d'euros pour la station de désalinisation ainsi que 7,1 millions d'euros pour financer les coûts de gestion. Le succès de la Conférence des donateurs d'aujourd'hui nous permet de franchir une étape supplémentaire vers la réalisation de ce projet, d'améliorer les conditions de vie et du développement économique à Gaza.”* Le [communiqué de presse](#) complet et la [fiche technique](#) relative au projet sont disponibles en ligne. Les photos et vidéos de la Conférence incluant les remarques des co-présidents et le point presse du commissaire **Hahn** seront mises en ligne ultérieurement sur [EbS](#). *(Pour plus d'informations: Maja Kocijančič – Tel.: +32 229 86570; Alceo Smerilli – Tel.:+32 229 64887)*

La 10e Conférence ministérielle sur le commerce donne une nouvelle impulsion à l'intégration économique euro-méditerranéenne

Les ministres du commerce et les hauts représentants commerciaux des pays membres de [l'Union pour la Méditerranée](#) se sont réunis hier à Bruxelles pour la 10e réunion ministérielle. Cette réunion, qui a eu lieu pour la première fois depuis 2010, a porté sur plusieurs domaines prioritaires liés au commerce et a produit deux plans d'action qui faciliteront et favoriseront le commerce et l'investissement dans la région. Cecilia **Malmström**, commissaire chargée du commerce, a déclaré: *“Nous avons fait des progrès concrets sur un certain nombre de questions et avancé encore d'un pas pour réaliser le potentiel économique de cette région grâce au commerce. Il reste encore du travail à faire, mais il est ressorti très clairement des discussions que les*

restrictions ou le protectionnisme ne sont jamais la solution et que la seule façon d'atteindre nos objectifs est d'avoir un commerce équitable et ouvert."

Les ministres ont convenu de travailler en 2018 à de nouvelles règles d'origine qui devraient offrir d'avantage de flexibilité aux entreprises quant à l'approvisionnement en composants et ingrédients dans diverses parties de la région. Ils ont aussi approuvé un plan d'action pour lutter contre le piratage et la contrefaçon, et pour coopérer dans un certain nombre de secteurs, entre autres l'automobile, le textile et l'habillement, les biens et services environnementaux et les secteurs des technologies de l'information et de la communication. Ils ont également discuté de la création éventuelle d'un groupe de travail régional sur la coopération sanitaire et phytosanitaire et d'une éventuelle feuille de route pour le rapprochement des exigences techniques pour les produits commercialisés dans la région. Les participants ont reconnu le grand potentiel qu'une zone de libre-échange régionale pourrait avoir une fois finalisée et se sont mis d'accord pour continuer le travail d'ici la réunion ministérielle de 2019. Plus d'informations sont disponibles [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Enrico Brivio – Tél .: +32 229 56172, Kinga Malinowska – Tél .: +32 229 51383)

Bon début d'année pour les exportations agroalimentaires de l'UE

La valeur des exportations agroalimentaires de l'UE en janvier 2018 a atteint 10,6 milliards d'euros, ce qui représente une augmentation de 4,5% en termes de valeur par rapport à la même période il y a un an, selon le [dernier rapport mensuel sur le commerce agro-alimentaire](#). Avec des importations agroalimentaires à 10,3 milliards d'euros, l'UE a donc eu une balance commerciale positive de 300 millions d'euros en janvier 2018. Les plus fortes hausses des exportations mensuelles (janvier 2018 comparé à janvier 2017) ont été enregistrées pour le Japon, le Brésil la Russie et le Maroc. Par secteur, la plus forte croissance des exportations a été réalisée dans les aliments pour nourrissons, le sucre, les pâtes et la nourriture pour animaux de compagnie. Les importations de céréales (autres que le blé et le riz) et de fruits tropicaux ont augmenté. Le rapport de ce mois présente la balance commerciale et son évolution depuis février 2016 par catégorie de produit. Le vin est le produit ayant réalisé les gains les plus importants en exportations nettes. Le [rapport complet](#) est en ligne. (Pour plus d'informations: Enrico Brivio – Tel.: +32 229 56172; Clémence Robin – Tel: +32 229 52509)

Concentrations: la Commission autorise l'acquisition de Cirtet Groupe par Advent International

La Commission Européenne a approuvé, en vertu du règlement européen sur les concentrations, l'acquisition de Cirtet Groupe, basé en France par Advent International Corporation, société de capital-investissement basée aux Etats-Unis. Cirtet Groupe est actif sur les marchés des services d'installation et de maintenance de réseaux de télécommunications ainsi que sur le marché de la distribution de produits et services de téléphonie mobile. Advent International Corporation est un fonds d'investissement, détenant de nombreuses participations dans plusieurs secteurs, notamment l'industrie, le commerce de détail, les médias, la communication, l'informatique, l'Internet,

la santé et le secteur pharmaceutique. La Commission a conclu que la concentration envisagée ne soulèverait pas de problème de concurrence, compte tenu de son impact très limité sur la structure du marché. L'opération a été examinée dans le cadre de la procédure simplifiée de contrôle des concentrations. De plus amples informations sont disponibles sur le [site internet concurrence](#) de la Commission, dans le [registre public](#) des affaires sous le numéro d'affaire [M.8821](#). (Pour plus d'informations: Ricardo Cardoso – Tel.: +32 229 80100; Maria Sarantopoulou – Tel.: +32 229 13740)

ANNOUNCEMENTS

Le commissaire Hahn sera demain en Tunisie pour souligner le soutien de l'UE au développement socio-économique de son partenaire privilégié : accent sur les réformes, l'innovation et la jeunesse

Johannes **Hahn**, commissaire à la Politique Européenne de Voisinage et aux négociations d'élargissement, sera à Tunis demain 21 mars afin de souligner le soutien de l'UE à la transition démocratique du pays, de lancer la Feuille de route conjointe pour l'avancement de réformes prioritaires avec le Premier ministre Youssef Chahed, et d'annoncer un nouveau soutien de l'UE à l'innovation et aux startups. La Tunisie est un partenaire clé pour l'Union européenne et l'UE soutient la création d'emplois, le développement socio-économique et le renforcement du rôle de la jeunesse à travers le pays. Avant son départ, le commissaire Johannes **Hahn** a déclaré : *«L'UE est déterminée à appuyer la démocratie tunisienne naissante et la transformation de son économie pour le bénéfice du jeune et dynamique peuple tunisien. L'UE et ses Etats membres sont les principaux partenaires de la Tunisie : en prenant en compte tous nos instruments, notre coopération s'élèvera bientôt à 10 milliards d'euros. Par ailleurs, notre appui fait la différence : depuis 2012, dans le seul secteur des TPMEs et grâce à l'UE, plus de 60,000 jeunes gens ont reçu des micro-crédits afin de créer ou de développer leur entreprise ; des centaines de petites entreprises ont aussi bénéficié d'appuis ciblés dans les domaines du marketing ou de la stratégie commerciale afin de favoriser leur croissance. J'annoncerai demain un programme d'appui aux startups, acteurs essentiels et dynamiques de l'économie tunisienne. Mais la prospérité n'est pas possible sans réformes ; je saluerai le travail des autorités et leur demanderai de continuer dans cette voie car de nombreuses réformes sont nécessaires pour le bien-être de la population.»* Le Commissaire rencontrera le Premier ministre Youssef Chahed ainsi que de jeunes entrepreneurs et divers acteurs de l'écosystème de l'innovation. Il signera aussi un nouveau programme d'appui à la société civile et aux instances indépendantes avec le Ministre du Développement, de l'investissement et de la coopération internationale, Zied Ladhari. Les photos et vidéos de la visite seront disponibles sur [EbS](#). (Pour plus d'informations: Maja Kocijančič – Tel.: +32 229 86570; Alceo Smerilli – Tel.:+32 229 64887)

Le commissaire Hogan au Danemark pour participer à un dialogue citoyen sur l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture

Le Commissaire à l'agriculture et au développement rural, Phil **Hogan**, est aujourd'hui à Tønder, au Danemark, pour participer à un [dialogue citoyen](#) sur

l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture. Intitulé "Défis pour l'UE et ses agriculteurs", le dialogue portera sur l'avenir de la politique agricole commune (PAC) et ses implications pour les agriculteurs danois et allemands. Tønder se situe à la frontière entre le Danemark et l'Allemagne et a un lien étroit avec les deux pays. Outre le commissaire **Hogan**, les autres participants au dialogue citoyen sont M. Robert Habeck, Ministre de l'énergie, de l'agriculture, de l'environnement, de la nature et de la numérisation du Land allemand de Schleswig-Holstein, M. Erling Bonnesen, membre du Parlement danois, M. Joachim Rukwied, Président de l'Union européenne des agriculteurs (COPA) et président de Deutscher Bauernverband et M. Martin Merrild, président du Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation. La Commission a présenté le 29 novembre ses [orientations](#) sur l'avenir de la politique agricole commune. Ce dialogue avec les citoyens fait partie d'une série d'engagements entre la Commission et les principales parties prenantes du secteur agroalimentaire qui se poursuivent dans toute l'Union pour débattre de la PAC et de l'avenir de l'alimentation. Les dialogues avec les citoyens sont une caractéristique régulière du travail quotidien de la Commission Juncker. Tous les membres de la Commission se rendent dans des régions et des villes d'Europe pour dialoguer avec les citoyens et écouter leurs points de vue et attentes concernant l'avenir de l'Union. Depuis le début du mandat, plus de 130 dialogues ont eu lieu dans plus de 80 villes. Le dialogue d'aujourd'hui avec le commissaire Hogan commencera à 14h et sera [diffusé en ligne ici](#). (Pour plus d'informations: Enrico Brivio – Tel.: +32 229 56 172; Clémence Robin – Tel.: +32 229 52509)

[Upcoming events](#) of the European Commission (ex-Top News)

[A European interfund to finance the integrated development of rural regions](#)

Against the background of ongoing discussions about the EU's next financial framework, the European Committee of the Regions and the international organisation [Rurality-Environment-Development](#) (RED) met at a conference in Brussels on 19 March to talk about funding the integrated development of rural regions. They called on the European institutions to set up an interfund for rural development.

Pointing to the substantial development gap between rural and urban regions, **Guillaume Cros (FR/PES)**, vice-president of the Regional Council of Occitanie and Committee of the Regions rapporteur on the CAP post-2020, called on the EU to harmonise the operating rules of the Structural Funds through the common strategic framework so as to facilitate the planning and management of

rural development and encourage integrated and regional approaches.

Gérard Peltre , president of RED and of the European Countryside Movement, noted that it was crucial to recognise the diversity of rural regions and their importance in terms of achieving the EU's territorial cohesion objectives. However, recent figures showed a lack of funding for rural regions, which made it even more urgent to establish a functioning strategic and financial framework – a European Rural Agenda – to support the integrated development of rural regions. “We call for an interfund to be set up to promote the development of rural regions”, Mr Peltre announced.

Franz Bogovitch , MEP and vice-president of the [European Parliament Intergroup on Rural, Mountainous and Remote Areas \(RUMRA\)](#) , observed that despite territorial cohesion being mentioned in the Lisbon Treaty, the European Structural and Investment Funds (ESIF) could be used more effectively to reduce inequalities, for instance through an instrument funded under all EU policies.

In their statements and discussions the participants called for a new European political and the financial framework to support territorial cohesion measures that would help all regions while and also supporting integrated sustainable development of rural regions.

The speakers felt that such a framework should be established by implementing a European Rural Agenda and setting up an interfund for rural regions, as a practical response to the budgetary context and the need to optimise the use of funding across all EU policies. These instruments would also address the rural-urban imbalance and strengthen rural-agricultural cooperation. These proposals of the Rurality-Environment-Development and the European Countryside Movement have already been embraced by many European and national players.

Further information:

Contact:

Wioletta Wojewodzka

Tel. +32 2 282 22 89

wioletta.wojewodzka@cor.europa.eu

[Your Europe, Your Say 2018: Inspiring](#)

ideas for finding unity in diverse European culture

European young people say that greater opportunities for learning languages through travelling, more accessible European cultural sites and preserving our culture through national cuisine and crafts can inspire young Europeans to discover different cultures and gain a better understanding of our common cultural heritage. These recommendations to EU policymakers were suggested by 99 students from across Europe, who took part in the annual youth event Your Europe, Your Say (YEYS) 2018. Organised by the European Economic and Social Committee (EESC), the event took place in Brussels for the ninth year running.

Winning ideas for European culture

On 15-16 March the EESC welcomed students from 33 high schools in 28 EU member states and 5 candidate countries. As 2018 is the European Year of Cultural Heritage, YEYS also focused on culture and chose the theme *United in diversity: a younger future for European culture*.

The EESC vice-president, **Gonçalo Lobo Xavier**, emphasised the importance of listening to young people and taking their ideas into consideration. "This incredible project called Europe belongs to everybody, it is built by everybody and everybody has a voice. That is exactly why you are here", said Mr Lobo Xavier as he welcomed students to YEYS.

During intensive debates and workshops students discussed how to preserve European cultural heritage and make it more appealing to young Europeans. The ideas included important and highly debated topics in Europe such as equality, security and integration, which could be improved through cultural activities. Out of 10 tangible recommendations to EU policymakers, the three most appealing proposals were selected by vote:

1. **The opportunity of discovering other cultures through travelling.** This project suggests creating a special study exchange program with language classes, where students would live in host families and learn about new cultures. "If you go and see different cultures, you get to appreciate them a lot more, and you become proud to be European," explained a student from Cyprus, who presented this recommendation;
2. **Preserve culture, learn from the past and use it to build the future.** This recommendation aims to create the European Union House of Cuisine in every Member State. "When ordering a specific national dish, the service would include a small note explaining the historical circumstances in which the dish was originally created and would build higher tolerance between nations," a delegate from Slovenia said. Besides that, the group of students proposed creating a support program for small, traditional handmade craft stores in order to preserve our traditional folk culture;
3. **Experiment with culture.** This project aims to bring culture and cultural

heritage closer to all people by creating traveling theme festivals and avoiding concentrations of museums in big cities. "It is an ideal we should try to achieve because it is a way we can become richer. It is much more interesting when you open up to other cultures. I am not sure, though, that European culture is tangible and accessible at the moment", said a delegate from France.

Culture – the heart of Europe

European teenagers had a chance to discuss the importance of preserving and fostering our cultural heritage with EESC members, experts and artists.

"We cannot build Europe if we do not give our culture and our cultural heritage a more central place. For too long Europe has been built mostly through economy, finance and market," said **Sneška Quaedvlieg-Mihailović**, secretary-general of Europa Nostra, an organisation which safeguards cultural and natural heritage in Europe. "These are extremely important tools for bringing economies and societies together. But what is the heart and soul of Europe? It is culture and cultural heritage," she added.

Ms Quaedvlieg-Mihailović also stressed that if Europe has a shared cultural heritage, its citizens have a shared responsibility to preserve it.

Meanwhile, the EESC president, **Georges Dassis**, stressed that many Europeans now have a privileged life, saying that this was not the case everywhere and was not always the case in Europe. "It is really important to encourage young people to take responsibility into their own hands to learn about what has been achieved, but also how to make it better. We have to work together and especially with young people, because without you nothing will happen," said Mr Dassis.

The EESC will ensure that the three proposals which received the most votes feed into the Committee's recommendations for EU law-makers. In addition, the Secretary-General of Europa Nostra, Ms Quaedvlieg-Mihailović, expressed her interest in having these recommendations presented at the European Cultural Heritage Summit, which will take place this summer in Berlin.

Every year the EESC randomly selects and invites 33 schools – each representing a Member State or candidate country – to attend this unique annual youth initiative. As YEYS is becoming increasingly popular, the vice-president, Mr Lobo Xavier has suggested creating a network of past and present YEYS students and teachers.

To learn more about YEYS:

<https://www.eesc.europa.eu/en/agenda/our-events/events/your-europe-your-say-2018>.

Press statement by Michel Barnier following the latest round of Article 50 negotiations

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de vous retrouver dans cette salle, avec David Davis, à l'issue de négociations intensives qui se sont tenues à Bruxelles tout au long de ces derniers jours et même de ces dernières nuits.

Et je veux, au début de ce point presse, remercier personnellement les membres de nos deux délégations qui ont travaillé ardemment sous la coordination de Sabine Weyand et Olly Robbins.

Je veux aussi personnellement saluer l'engagement et la compétence de toute l'équipe britannique de négociation.

Mesdames et Messieurs,

C'est, je l'ai déjà dit plusieurs fois, à un accord international que nous travaillons, entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, avec la précision, la rigueur et la certitude juridique qui s'attachent à tout accord international.

Ce que nous vous présentons aujourd'hui avec David est bien un texte juridique conjoint qui constitue à mes yeux une étape décisive, puisque nous nous sommes mis d'accord ce matin, et après ces longues journées de travail, sur une large partie de ce qui constituera l'accord international pour le retrait ordonné du Royaume-Uni.

Une étape décisive reste une étape. Nous ne sommes pas au bout de la route. Il nous reste encore beaucoup de travail sur des sujets importants, et en particulier l'Irlande et l'Irlande du Nord.

C'est cette étape décisive que je présenterai vendredi, à l'invitation du Président Donald Tusk, et aux côtés de Jean-Claude Juncker, au Conseil européen.

Auparavant, je rencontrerai demain les ministres des 27 Etats membres au nom desquels je négocie à l'occasion du Conseil affaires générales. Et je rencontrerai également demain le *Brexit steering group* du Parlement européen. Mercredi, à l'invitation de Jean-Claude Juncker, je ferai le point devant la Commission européenne.

Mais c'est bien le Conseil européen vendredi qui évaluera et jugera l'état de la négociation.

Et pour ma part, je continuerai, au nom de l'Union, à vous rendre compte régulièrement de cette négociation, en toute transparence.

C'est avec cette transparence que nous avons publié, le 28 février, un projet complet d'accord de retrait, dont nous avons naturellement d'abord discuté avec les Etats membres et le Parlement européen.

Et le 15 mars, soit deux semaines après – juste deux semaines, nous avons révisé et consolidé ce projet d'accord après y avoir intégré les commentaires des Etats membres et du Parlement européen.

Mesdames et Messieurs,

C'est sur ce projet d'accord que nous avons, dans les tous derniers jours, continué et intensifié le travail entre l'équipe britannique et notre équipe.

Nous venons de publier ce matin, de manière conjointe avec le Royaume-Uni, une nouvelle version de ce projet en trois couleurs, et je voudrais maintenant symboliquement vous montrer ce que donne la totalité du texte :

- en vert, les points qui ont fait désormais l'objet d'un accord formel entre les négociateurs ;
- en jaune, les points sur lesquels nous avons trouvé un accord politique mais qui doivent être clarifiés dans les semaines qui viennent ;
- en blanc, le texte proposé par l'Union, notre texte, sur lequel nous devons continuer la discussion, soit parce que nous avons des désaccords ou des divergences, soit parce que nous avons besoin de plus de temps pour aller au fond des choses.

Je veux faire quatre observations sur ce texte :

1/ Nos discussions ces derniers jours ont permis de trouver un accord complet, je dis bien complet, sur la traduction juridique des points agréés en décembre sur les droits des citoyens et le règlement financier. Cela nous permet de rassurer:

- d'abord les 4,5 millions de citoyens, britanniques et européens, concernés et inquiétés par le Brexit. Ce sont ces citoyens qui, depuis le premier jour, sont notre priorité – et celle du Parlement européen et des Etats membres.
- Et aussi de rassurer tous les porteurs et tous les bénéficiaires de projets financés par le budget européen pendant la période 2014-2020.

Pour les citoyens, nous proposons dans ce texte aujourd'hui une option additionnelle, avec la possibilité d'obtenir le nouveau statut de résidence au Royaume-Uni, dès le début de la période de transition.

Et cette option permettra aux citoyens qui le voudront, d'avoir immédiatement la certitude juridique sur leur droit de résidence après la période de transition.

2/ Nous avons trouvé un accord sur la période de transition sur laquelle le Conseil européen de décembre avait marqué un accord de principe à la suite de la demande de Theresa May dans son discours de Florence.

La transition sera d'une durée limitée comme cela a été souhaité par le gouvernement britannique et par l'Union européenne.

Pendant cette période, le Royaume-Uni ne participera plus aux processus de décision de l'Union européenne, simplement parce qu'il ne sera plus un Etat membre le 30 mars 2019.

Il conservera néanmoins tous les avantages et bénéfices du marché unique, de l'union douanière, et des politiques européennes, et devra donc aussi respecter toutes les règles européennes, au même titre que les Etats membres.

Nous nous sommes engagés à travailler durant cette période en toute bonne foi et à continuer à respecter le principe de coopération loyale.

Enfin, nous sommes d'accord pour que les citoyens britanniques et les citoyens européens des 27 qui arriveront pendant la période de transition, bénéficient des mêmes droits et des mêmes garanties que ceux qui sont arrivés avant le jour du Brexit.

Mesdames et Messieurs,

Je rappelle aussi que le temps de la transition demandée par le Royaume-Uni sera évidemment un temps utile, très utile, pour l'administration britannique, pour les entreprises britanniques, pour se préparer à l'avenir, par exemple en utilisant ce temps pour négocier durant cette période des accords avec des pays tiers.

Ce temps facilitera aussi notre propre préparation du côté européen.

Et enfin, ce temps de la transition sera celui durant lequel nous devons finaliser notre future relation. C'est un temps court, et donc cette négociation sur notre futur partenariat sera intense et exigeante.

Notre intention est d'avancer le plus vite possible et de commencer, dès l'instant où j'en aurai le mandat à travers les *guidelines* du Conseil européen, sur tous les sujets de la future relation en parallèle. Et je pense même possible, à titre personnel, que nous nous mettions d'accord en particulier, durant cette période, sur un futur partenariat ambitieux en matière de politique étrangère et de sécurité extérieure.

3/ Sur les autres sujets de la séparation :

- je veux souligner les progrès qui ont été réalisés sur certains points comme la finalisation des procédures douanières, la circulation des produits et leur surveillance, les engagements du Royaume-Uni en matière nucléaire ou encore la protection des marques européennes.
- En revanche, les négociations devront se poursuivre sur d'autres sujets de la séparation, qui ne sont pas négligeables, en particulier les indications géographiques, la protection des données et la reconnaissance automatique des jugements.

4/ Il nous reste à avancer – je l'ai dit nous ne sommes pas au bout de la

route – sur deux points de divergence de la première importance : la gouvernance de l'accord de retrait et les questions liées à l'Irlande et l'Irlande du Nord.

- Sur la gouvernance de l'accord de retrait

- o Nous avons d'abord confirmé la solution agréée en décembre pour ce qui touche aux droits des citoyens. Ce point-là est réglé.

- o Mais il nous reste encore à établir la gouvernance sur tous les autres sujets de l'accord de retrait.

- On Ireland and Northern Ireland, we must have a workable and practical solution to avoid a hard border and protect North-South cooperation.

The EU and the UK agreed to include in the withdrawal agreement text published today a note on how the Irish issues will be dealt with.

We have agreed the following:

1. Both sides remain committed to December's Joint Report in all its aspects – all.
2. We have agreed that all the issues identified in the EU text must be addressed for finding a viable and legally sound solution.
3. In particular, we agreed today that a backstop solution must form part of the legal text of the Withdrawal Agreement.
4. We have also agreed on some elements of the Protocol, notably those related to the Common Travel Area and North-South cooperation.

As I said several times, the backstop will apply unless and until another solution is found.

This is what I also discussed this morning with the Tánaiste Simon Coveney.

We are ready to look at all options which allow us to meet our objectives, in a constructive way.

This is what I have underlined, on the same terms, in my recent meetings with the leaders of Sinn Féin, the Democratic Unionist Party and the Ulster Unionist Party.

Ireland and Northern Ireland form a distinct strand within the framework of the negotiations of the UK's orderly withdrawal from the EU. I repeat *within* the framework of the withdrawal.

In this context, we have agreed with the UK on a detailed agenda for discussions over the coming weeks.

Mesdames et Messieurs,

Pour conclure, je veux redire que nous avons fait ces derniers jours une

partie essentielle du chemin vers un retrait ordonné auquel nous travaillons, auquel je travaille, depuis le premier jour de cette mission.

Nous allons continuer, en gardant à l'esprit que tous les points que je viens de citer font partie d'un même accord et devront donc être agréés ensemble. J'ajoute que la certitude juridique sur tous ces points, y compris la transition, qui fait partie de cet accord, ne viendra qu'avec la ratification, des deux côtés, de l'accord de retrait.

Nothing is agreed until everything is agreed.

Du côté de l'Union, c'est maintenant aux Etats membres qu'il revient d'évaluer ces progrès, au moment d'adopter à la fin de cette semaine les *guidelines* qui nous permettront de commencer, en parallèle, à discuter avec le Royaume-Uni du cadre de notre future relation et de notre futur partenariat.

De son côté, à la lumière de ses récentes et différentes résolutions, le Parlement européen procédera lui aussi à l'évaluation de ces progrès.

Je vous remercie de votre attention.